

Monsieur le Directeur
DREAL CENTRE VAL DE LOIRE
5, avenue Buffon
CS 96407
45064 ORLEANS - CEDEX 2

N.Réf : PGPRN/IS/CP/PLR.74

Objet : Révision des zones vulnérables aux nitrates d'origine agricole en 2021 suite à la 7ème campagne de surveillance - Contribution de la Chambre d'agriculture de la Vienne à la consultation
Dossier suivi par : Carine PASSELANDE 05.49.44.74.72

Mignaloux, le 7 juin 2021

Monsieur Le Directeur,

Siège Social

Agropole, 2133 Route de Chauvigny
CS 35001 - 86550 MIGNALOUX-BEAUVOIR
Tél. : 05 49 44 74 74
Email : accueil@vienne.chambagri.fr

Agence de MIREBEAU

1 Rue des Cyprès
86110 MIREBEAU
Tél. : 05 49 50 44 29
Email : mirebeau@vienne.chambagri.fr

Agence de MONTMORILLON

Eco Espace, 70 Rue de Concise
B.P. 70050 - 86501 MONTMORILLON Cedex
Tél. : 05 49 91 01 15
Email : montmorillon@vienne.chambagri.fr

Agence de VIVONNE

13 Rue des Sablons
86370 VIVONNE
Tél. : 05 49 36 33 60
Email : vivonne@vienne.chambagri.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Etablissement public
loi du 31/01/1924
Siret 188 600 027 000 26
APE 9411Z

www.vienne.chambre-agriculture.fr

A l'examen des documents soumis à consultation, nous vous demandons que soit reconsidéré le classement (total ou partiel) des communes suivantes du département de la Vienne : **Béthines, Bourg-Archambault, Haims, Journet, Liglet, Saint-Léomer et Villemort.**

Ces communes, actuellement non classées « zone vulnérable », sont proposées au classement au titre de la masse d'eau FRGR0424 « Le Salleron et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec l'Anglin », sur la base des résultats de la qualité de l'eau à la station 4096590 (Journet). Pour ce qualimètre, une seule mesure est disponible pour la durée de la 7^{ème} campagne de surveillance, pour un prélèvement du 27/12/2018. Une valeur unique ne peut pas être considérée comme représentative de la qualité de l'eau alors que la règle générale est le calcul du percentile 90 sur une campagne de surveillance qui dure 2 ans. Le calcul d'un percentile sur un nombre significatif de valeurs présente justement l'intérêt d'exclure des valeurs exceptionnelles. Une seule valeur, à fortiori en période hivernale, peut tout à fait être une valeur exceptionnelle qui ne reflète en rien l'évolution de la qualité de l'eau au cours de l'année. D'autre part, si l'on s'intéresse aux résultats des années précédentes pour obtenir un nombre significatif de mesures, on observe que le percentile 90 calculé sur les 30 dernières mesures est inférieur au seuil de 18 mg/L (3 valeurs seulement supérieures ou égales à 18 mg/L sur les 30 dernières mesures).

D'autre part, les communes de Liglet et Villemort n'intersectent que de manière très marginale la masse d'eau FRGR0424. La commune de Liglet n'a que 3,5 % de sa surface concernée par cette masse d'eau et la commune de Villemort 6,2 % de sa surface (ce qui représente seulement 21,5 ha de SAU, soit une petite partie de 2 îlots PAC). En termes de pédagogie et de lisibilité de la réglementation, il serait contre-productif de réaliser un classement partiel de commune sur une surface aussi faible.

Enfin, nous souhaitons attirer votre attention sur le fait que les communes proposées au classement sont en grande partie sur un secteur d'élevage. Le maintien de l'élevage, et grâce à lui des prairies, est un enjeu très important pour des raisons économiques, mais également pour le rôle qu'il joue dans notre paysage et pour la qualité de l'eau. Pour préserver l'élevage dans notre département, il est important de ne pas faire peser sur eux une pression réglementaire excessive.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à ces éléments.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Philippe TABARIN,
Président

